

**CREPS CENTRE-VAL DE LOIRE  
48 avenue du Maréchal Juin  
18000 BOURGES**

\*\*\*\*\*



**Cahier des Clauses Administratives Particulières  
- CCAP -**

\*\*\*\*\*

Marché à procédure adaptée en application des articles L 2123-1 et R 2123-1 et suivants du Code de la commande publique

**Objet du marché :**

**Marché de fournitures courantes et de services  
« Gardiennage du site du CREPS Centre-Val de Loire »**

# **SOMMAIRE**

<b>CHAPITRE 1 – DISPOSITIONS GENERALES.....</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHE.....</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 2 – PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE .....</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 3 – DUREE DU MARCHE.....</b>	<b>4</b>
 <b>CHAPITRE 2 – NATURE DES PRESTATIONS.....</b>	 <b>4</b>
<b>ARTICLE 4 – DEFINITION DES PRESTATIONS .....</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 5 – OBLIGATIONS DU TITULAIRE .....</b>	<b>5</b>
<b>ARTICLE 6 – OBLIGATIONS DE L’ACHETEUR.....</b>	<b>5</b>
 <b>CHAPITRE 3 – PRIX ET REGLEMENT DES PRESTATIONS .....</b>	 <b>5</b>
<b>ARTICLE 7 – PRIX .....</b>	<b>5</b>
<b>ARTICLE 8 – REGLEMENT DES PRESTATIONS.....</b>	<b>5</b>
<b>ARTICLE 9 – AVANCES.....</b>	<b>5</b>
 <b>CHAPITRE 4 – DISPOSITIONS DIVERSES .....</b>	 <b>5</b>
<b>ARTICLE 10 – MODIFICATIONS DES CLAUSES CONTRACTUELLES ...</b>	<b>5</b>
<b>ARTICLE 11 – TRANSFERT DE CONTRAT .....</b>	<b>6</b>
<b>ARTICLE 12 – MODIFICATION DU STATUT DES SIGNATAIRES .....</b>	<b>6</b>
<b>ARTICLE 13 – ELECTION DE DOMICILE .....</b>	<b>6</b>
<b>ARTICLE 14 – RESILIATION DU MARCHE .....</b>	<b>6</b>

## **ARTICLE 15 - LISTE DES ARTICLES DU CCAG AUXQUELS IL EST DEROGÉ**

..... **6**

# CHAPITRE 1 – DISPOSITIONS GENERALES

## ARTICLE 1 – Objet du marché

Le présent marché concerne le gardiennage et la surveillance du site du CREPS Centre-Val de Loire.

La procédure de consultation utilisée est celle du marché à procédure adaptée, en application des articles L 2123-1 et R 2123-1 et suivants du Code de la commande publique.

L'exécution du marché est soumise aux conditions techniques décrites dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) du présent marché, définissant l'ensemble des prestations à réaliser.

## ARTICLE 2 – Pièces constitutives du marché

Le marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- l'Acte d'Engagement complété, paraphé, daté et signé par le représentant qualifié ayant vocation à être titulaire du marché ;
- le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP), accepté sans modification et paraphé ;
- le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP), accepté sans modification et paraphé ;
- le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) des marchés publics de fournitures courantes et de services (arrêté du 30 mars 2021). Les candidats déclarent connaître parfaitement ce document, bien qu'il ne soit pas joint au présent marché ;
- le devis daté et signé, correspondant aux prestations sollicitées dans le CCTP et son annexe ;
- un mémoire méthodologique, justificatif des dispositions et des moyens en personnel et en matériels que le titulaire remet avec son offre.

## ARTICLE 3 – Durée du marché

Le marché est conclu pour une durée ferme de **huit mois à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2026**.

# CHAPITRE 2 – NATURE DES PRESTATIONS

## ARTICLE 4 – Définition des prestations

La prise en charge des prestations définies dans le présent document constitue un contrat d'Entreprise avec obligation de résultats et mise en œuvre de moyens minimaux.

Le titulaire s'engage à assurer les prestations sollicitées par le CREPS Centre-Val de Loire.

Le marché comportera un lot unique du fait de la cohérence des prestations demandées.

## **ARTICLE 5 – Obligations du titulaire**

Le titulaire s'oblige à respecter l'ensemble des dispositions incluses dans l'AE, le présent CCAP, le CCAG et le CCTP, ainsi que toutes les dispositions légales qui lui incombent.

## **ARTICLE 6 – Obligations de l'acheteur**

L'acheteur s'engage à assurer au titulaire l'exclusivité des prestations définies au présent CCAP et au CCTP. Toutefois en cas d'interruption des prestations incombant au titulaire, l'acheteur est en droit d'avoir recours à une société de remplacement pour pallier la défaillance du titulaire, et ce jusqu'à la parfaite exécution du bon de commande. Cette procédure est déclenchée si aucune intervention significative n'a eu lieu dans les 12 (douze) heures qui suivent la réception, par le titulaire, d'un courriel sur l'adresse électronique indiquée à l'AE.

Les frais résultants de cette substitution sont imputés sur les sommes dues au titulaire.

## **CHAPITRE 3 – PRIX ET REGLEMENT DES PRESTATIONS**

### **ARTICLE 7 – Prix**

Les prix du marché sont traités à prix unitaires, sur la base des prix du devis et aux quantités réellement exécutées.

Les prix sont précisés en Euros (€) hors taxe et toutes taxes comprises, tous frais inclus. Les frais de livraison sont inclus dans le coût des fournitures pour chaque mode de remise ou de livraison. Ces prix correspondront aux prix présentés par le candidat retenu, dans son devis ou son catalogue.

Le prix est ferme pour toute la durée d'exécution du marché.

### **ARTICLE 8 – Règlement des prestations**

Le droit à présentation des factures court à compter du premier jour du mois suivant celui au cours duquel les ont été réalisées, sauf en cas de litige portant sur la qualité ou la quantité desdits produits.

### **ARTICLE 9 – Avances**

Par dérogation à l'article 11.1. du CCAG, il n'est pas accordé d'avance forfaitaire.

## **CHAPITRE 4 – DISPOSITIONS DIVERSES**

### **ARTICLE 10 – Modifications des clauses contractuelles**

Les modifications des clauses du présent contrat sont matérialisées par l'élaboration d'un nouveau Cahier des Clauses Administratives et/ou Techniques Particulières, et/ou d'un avenant signé par les deux parties contractantes.

### **ARTICLE 11 – Transfert de contrat**

Le titulaire ne peut ni sous-traiter, ni céder le présent contrat sans autorisation expresse de l'acheteur. Le non-respect de cette clause entraîne de plein droit la résiliation immédiate du contrat aux torts exclusifs du titulaire et sans indemnité.

### **ARTICLE 12 – Modification du statut des signataires**

Dans les hypothèses d'une fusion, d'une absorption, d'un rachat ou d'un changement de raison sociale du titulaire, l'acheteur a la faculté de résilier le contrat de plein droit, sans indemnité et sans préavis. Le titulaire ainsi formé doit proposer à l'acheteur un avenant entérinant le changement de titulaire. Il doit poursuivre les prestations du contrat jusqu'à son terme normal, si l'acheteur ne décide pas la résiliation.

### **ARTICLE 13 – Election de domicile**

Les parties contractantes font élection de domicile en leur siège social respectif.

### **ARTICLE 14 – Résiliation du marché**

Par dérogation à l'article 43 du CCAG, en cas de résiliation pour faute du titulaire, celui-ci ne pourra prétendre à aucune indemnité.

### **ARTICLE 15 - Liste des articles du CCAG auxquels il est dérogé**

Le présent CCAP déroge aux articles 11.1. et 43 du CCAG.

Le  
Signature et cachet de l'entreprise  
Mention « Lu et approuvé »